

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

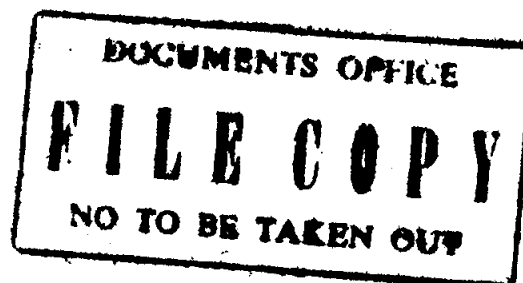
E/CN.14/493/Rev.3  
6 février 1971

FRANCAIS  
Original : ANGALIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dixième session  
Conférence des ministres

Tunis, 8-13 février 1971



STRATEGIE DE L'AFRIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURANT LES ANNEES 70

(que le Comité technique d'experts a recommandée à l'examen  
de la première Conférence des ministres de la Commission  
économique pour l'Afrique)

MT71-181

PROJET

STRATEGIE DE L'AFRIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT  
DURANT LES ANNEES 70

Les représentants des pays africains assemblés à Tunis en février 1971 à la première Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique,

Unis par leurs aspirations communes et résolus à poursuivre leurs efforts en vue du développement économique et social,

Pleinement conscients du fait que c'est au premier chef à eux-mêmes qu'incombe la responsabilité de leur développement,

Convaincus que l'objectif central de tous leurs efforts est d'assurer un bien-être et une croissance économiques autonomes,

Convaincus également que la communauté internationale est tenue de créer des conditions telles que les pays africains aient les moyens et la possibilité de développer leurs ressources respectives pour permettre à leurs populations de vivre à l'abri du besoin et de la crainte,

Notant que la septième Assemblée des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine réunie à Addis-Abéba en septembre 1970 a établi un programme de priorités pour le développement économique et social de l'Afrique pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

1. Déclarant sans équivoque qu'ils sont résolus à contribuer mutuellement à leur développement;

2. Décident de définir une stratégie pour le développement économique et social de l'Afrique durant les années 70 faisant partie intégrante de la stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée par l'Assemblée générale au titre de sa résolution 2626(XXV);

3. Recommandent que la stratégie se concentre sur un nombre limité de domaines et d'activités essentiels et présentent dans ce document une série de problèmes et de mesures qui pourraient exiger une attention particulière dans le cadre du développement économique, social et institutionnel de chaque Etat africain durant les années 70;

4. Reconnaissent que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a servi d'instrument pour aider les gouvernements africains, et expose dans une annexe au présent document les politiques requises pour que cet instrument puisse être pleinement utilisé.

Planification en vue du développement

1. La structure hétérogène de la quasi-totalité des pays africains, comprenant un secteur de subsistance traditionnel, un secteur autochtone monétisé et une enclave étrangère, pose trois problèmes principaux :

- i) Dans chaque pays, un noyau restreint, généralement situé dans les centres urbains, constitue l'élément dynamique de la modernisation, mais il est entouré de vastes zones rurales arriérées où le développement est lent en conséquence d'une productivité extrêmement faible. La grande majorité de la population de l'Afrique en voie de développement vit encore dans le secteur de subsistance où les niveaux de vie sont bas. Un pourcentage relativement faible mais croissant de la population autochtone vit presque complètement dans le secteur monétisé où les niveaux de vie sont plus élevés mais cependant peu satisfaisants en général.
- ii) Les enclaves étrangères, que les Gouvernements ne peuvent facilement réglementer et intégrer aux économies nationales, jouent un rôle économique important dans un grand nombre de pays. Ces enclaves (comprenant des sociétés dirigées de l'extérieur et du personnel étranger) représentent un pourcentage considérable du revenu brut total dans les pays intéressés. Comme elles sont parmi les principaux producteurs de revenus, elles apportent une contribution importante aux recettes de l'Etat.
- iii) La participation de la population autochtone au secteur privé de l'économie est insignifiante.

2. L'intégration des économies nationales est donc hautement prioritaire. Elle présente des aspects physiques, organisationnels, économiques et socio-psychologiques, et exige un programme effectivement coordonné, portant sur l'aménagement régional, le développement rural intégré, la réforme des administrations locales, les politiques du revenu, les transports et les communications, le bâtiment et les travaux publics, etc.

3. Deux autres facteurs caractéristiques doivent être pris en considération. Le premier est le fait que les exportations agricoles sont largement tributaires d'un petit nombre de marchés dans les pays développés. Le second est le peu d'intérêt que présente l'évolution de la science et de la technique dans le monde développé pour les problèmes qui se posent aux pays africains, en particulier ceux qui sont liés à la transformation des structures socio-économiques en Afrique.

4. Dans le passé, les gouvernements africains ont tenté d'élaborer et de réaliser des plans de développement dans ce cadre social, économique, technique et organisationnel. Mais leurs tentatives d'exécution n'ont pas été particulièrement heureuses. De plus, une étude de l'appareil mis en place dans les pays africains pour l'élaboration et l'administration des plans de développement révèle une absence frappante de tout système de vérification et de contrôle opérationnel du plan une fois que celui-ci a été lancé. D'autre part, on constate de plus en plus manifestement que certains des modèles adoptés sont trop complexes ou mal adaptés.

5. Pour obtenir de meilleurs résultats et se rapprocher des objectifs fixés pour la deuxième Décennie du développement, les pays africains devront préciser et chiffrer aussi exactement que les données disponibles le permettent, les objectifs du développement national et régional. Ceux-ci peuvent être résumés comme suit:

- i) Ordonner effectivement les ressources de développement nationales et extérieures;

- ii) Mobiliser toutes les sections de la population pour la faire participer aux activités tendant à aboutir à l'intégration du secteur traditionnel, qui est le moins productif à l'heure actuelle, et du secteur moderne dynamique;
- iii) Encourager la modification des structures en vue de réduire l'assujettissement quasi total à des facteurs extérieurs pour stimuler les processus de transformation et de développement.

6. Dans l'ensemble, la stratégie en matière de planification devra consister à déterminer dans les systèmes socio-économiques africains des points d'appui possibles et à faire peser le levier sur tous ces points à la fois. En pratique, elle exigera la création, au sens physique, économique et social, de liaisons aval et amont, ainsi que d'effets de propagation, entre les communautés rurales et urbaines dans le cadre d'une politique délibérée.

#### Commerce

7. Une stratégie appropriée pour le commerce des pays africains au cours des années 70 doit viser deux objectifs fondamentaux:

- i) Susciter une transformation de la structure des économies africaines en provoquant leur passage de la production traditionnelle, presque exclusivement axée sur les produits de base, à une association dynamique de l'agriculture et des industries manufacturières;
- ii) Se procurer des devises pour le financement du développement.

8. La balance commerciale globale de l'Afrique est passée progressivement d'un lourd déficit au début des années 60 à un léger excédent à la fin de la décennie. Au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, le taux de croissance annuel a plus que doublé par rapport à celui des années 50. Toutefois, cette vigueur du commerce d'exportation de l'Afrique était en grande partie due au pétrole et à d'autres produits minéraux; les produits traditionnels qui tiennent une place importante dans son commerce d'exportation n'ont marqué que des progrès beaucoup plus lents.

9. La composition des exportations africaines ne s'est pas modifiée sensiblement. Les produits de base continuent à représenter de 80 à 90 p. 100 du total. Ce fort pourcentage s'explique en partie par le rôle prédominant des pays à économie de marché dans les échanges africains. Bien que les exportations à destination des pays socialistes d'Europe de l'est, portant essentiellement sur des produits primaires, se soient développées assez rapidement au cours des années 60, elles ne représentent encore que 5 p. 100 environ du total. Un dixième seulement environ des échanges de l'Afrique s'effectuent avec d'autres pays en voie de développement, dont la moitié avec des pays africains.

10. On devra s'efforcer résolument d'arriver à une certaine souplesse dans les relations économiques et institutionnelles entre les pays africains et les pays développés et de changer la composition de la production des Etats africains. Afin de maintenir et d'accroître la capacité de gain de ces Etats pendant que des mesures seront prises pour changer la structure des échanges de l'Afrique, la stratégie des années 70 devra prévoir les mesures suivantes, dans le cadre d'une coopération élargie ou mondiale, selon le cas:

- i) Elaborer une politique internationale des produits de base en vue d'assurer des cours rémunérateurs, équitables et stables, notamment parvenir à un accord général sur les arrangements intéressant ces produits de façon que les accords particuliers conclus dans ce domaine reposent sur des principes et des modèles uniformes;
- ii) Faciliter pour les produits de base, sous leur forme naturelle et transformée, l'accès aux marchés des pays développés;
- iii) Créer des associations et des groupements de pays africains producteurs de produits primaires, en coopération avec d'autres pays en voie de développement, pour permettre aux producteurs de prendre de leur propre initiative des mesures en vue de protéger leurs intérêts sur les marchés des produits de base, selon les besoins, sans exclure les possibilités de coopération élargie entre pays producteurs et consommateurs;

- iv) Susciter des mesures sur le plan international en vue de faciliter la diversification et l'expansion des échanges d'articles manufacturés et de demi-produits des pays africains;
- v) Améliorer la position concurrentielle des produits naturels grâce à la recherche et à des efforts de développement tendant à réduire le coût de la production de produits naturels, à améliorer la qualité ou les caractéristiques de ces produits et à découvrir de nouvelles utilisations finales;
- vi) Harmoniser les points de vue des pays africains afin de parvenir à des positions africains véritablement communes dans toutes les instances internationales au sein desquelles sont discutés les problèmes touchant leur commerce et leur développement.

11. Les perspectives de transformation de l'économie d'un pays grâce à la croissance du secteur des exportations dépendent dans une large mesure des effets d'entraînement des industries d'exportations sur les autres industries. Plus ces effets sont marqués, plus sensible est la répercussion d'un accroissement des exportations sur la production des autres secteurs de l'économie. Les exportations de produits primaires ne provoquent en général que des liaisons industrielles faibles, alors que les exportations d'articles manufacturés ont des effets d'entraînement marqués. Il faut que les pays africains cherchent de plus en plus à accroître leurs exportations d'articles manufacturés, en complément des exportations de produits primaires. Les possibilités de cet accroissement ne pourront être pleinement exploitées que grâce à une programmation effective de l'industrie et à la mise en application des politiques.

12. La position dominante des pays industrialisés parmi les acheteurs de produits africains démontre la nécessité de ne pas négliger l'importance que ces marchés conserveront quelque temps encore en tant que sources de recettes supplémentaires. D'autre part, on devra s'efforcer résolument, au cours des années 70, de diversifier la composition des échanges de produits primaires ainsi que leur orientation et en particulier d'intensifier le commerce intra-africain d'articles manufacturés. Les stratégies élaborées à l'échelon international ne peuvent que venir en complément de celles de l'Afrique et de ses ordres de priorité.

En conséquence, les mesures suivantes devront être prévues dans la stratégie des années 70:

- i) Les pays africains devront continuer à élaborer, à négocier et à mettre en vigueur leurs propres accords pratiques de commerce et de paiements pour assurer une meilleure utilisation des ressources grâce à une diversification sélective de la production;
- ii) Ils devront en particulier accélérer les négociations bilatérales et multilatérales consacrées actuellement à l'élaboration de systèmes préférentiels à l'avantage mutuel des partenaires ou en préparer de nouvelles, et améliorer les communications entre les marchés africains;
- iii) Ils devront créer pour le choix des projets et des produits un mécanisme de collaboration favorable à l'expansion des échanges.
- iv) Ils devront envisager, en priorité, des négociations sectorielles en vue de conclure des accords au titre desquels ils seront juridiquement tenus de s'acheter mutuellement certains produits, créant ainsi un noyau de croissance des échanges intra-africains.

13. Les objectifs et les mesures exposés ci-dessus sont destinés à créer des conditions propres à une expansion des échanges africains orientée vers le développement. L'expérience a prouvé que les possibilités offertes ne sont pas toujours exploitées avec profit. Il faut donc prévoir des activités en vue de stimuler l'expansion des courants d'échanges existants et d'en créer de nouveaux. En conséquence, les mesures suivantes devront être prévues dans la stratégie des années 70:

- i) Les pays africains devront créer des organismes de promotion commerciale et élaborer des programmes mieux conçus et mieux coordonnés;
- ii) Les pays africains devront définir des stimulants et des anti-stimulants et rationaliser leurs politiques et leurs procédures de promotion commerciale.



14. Il conviendra de prendre des mesures en vue de réduire ou de supprimer la concentration de la puissance économique entre les mains d'étrangers. Dans le secteur moderne, cette concentration se manifeste dans la mainmise par quelques sociétés commerciales étrangères sur de vastes sections du commerce et des finances. Grâce à une combinaison appropriée de mesures, notamment la création de sociétés de commerce nationales et de sociétés nationales pour la promotion industrielle, la mise en place d'un système national de banque et de finance, et la formation accélérée de personnel et de main-d'oeuvre autochtone, le commerce et l'industrie pourraient devenir des instruments efficaces pour le développement social et économique.

#### Financement extérieur et coopération technique

15. Une stratégie pour le financement extérieur et la coopération technique au cours des années 70 devra viser trois objectifs fondamentaux:

- i) Accroître l'apport d'assistance extérieure en fonction des besoins particuliers des pays africains;
- ii) Faciliter le transfert des techniques étrangères répondant aux besoins des pays africains;
- iii) Susciter la transformation et la modification des structures dans les pays africains en mettant ceux-ci en mesure d'utiliser leurs propres ressources naturelles, d'accumuler leurs propres capitaux et d'administrer leurs propres économies, en vue de parvenir non seulement à une croissance accélérée du revenu moyen mais encore à une répartition plus équitable de ce revenu et à la création d'emplois pour une main-d'oeuvre toujours plus nombreuse.

16. La part de l'assistance aux pays en voie de développement revenant à l'Afrique est tombée de 35 p. 100 en 1960, à 23 p. 100 en 1967. Indépendamment de ce déclin, l'aide a connu en Afrique des fluctuations plus marquées que dans les autres régions en voie de développement. Son volume a atteint en 1962 le chiffre maximum de 1 777 000 000 de dollars. En 1967, ce chiffre était tombé à 1 610 000 000. Si l'on ajuste le volume de 1967 en fonction du changement des prix des articles manufacturés

entrant dans les échanges internationaux, le montant aux prix de 1960 est réduit à 1 490 000 000 de dollars. Au cours de la même période, le flux net hors d'Afrique des revenus provenant des investissements a plus que triplé, passant de 12 p. 100 de l'apport officiel net à 42 p. 100 environ.

17. Le total de la dette extérieure déclarée de l'Afrique est passé de 3,3 milliards de dollars en 1960 à 8,7 milliards en 1968. Les paiements correspondant au service de la dette publique africaine ont atteint 625,4 millions de dollars en 1968 soit 6,4 p. 100 des exportations totales de produits. Ces paiements atteignent actuellement 24 p. 100 des exportations totales de biens et services dans le cas d'un pays africain, et de 10 à 20 p. 100 dans beaucoup d'autres. Les emprunts sur une grande échelle représentant en Afrique un phénomène relativement récent, on prévoit que le service de la dette croîtra plus rapidement dans la région que dans les autres pays en voie de développement au cours de la Deuxième Décennie du développement et des quelques années suivantes. La CNUCED a projeté que le service de la dette atteindrait 22 p. 100 des exportations en 1975.

18. Le faible niveau actuel du revenu et du développement dans la plupart des pays africains a des incidences importantes sur la politique de l'aide. On a estimé que pour l'objectif du taux de croissance annuel de 6 p. 100 préconisé pour la première moitié de la deuxième Décennie du développement soit atteint en Afrique, il faudra que le volume de l'aide double d'ici à 1975. Pour que le financement du développement nécessaire à une croissance économique accélérée en Afrique puisse être assuré, il faudra prévoir les éléments suivants dans la stratégie des années 70:

- i) Dans le cadre de l'objectif de 1 p. 100 fixé pour le transfert de ressources financières des pays industrialisés vers les pays en voie de développement, on devra prendre des mesures pour

1/ Le chiffre projeté de 22 p. 100 est évidemment fondé sur certaines hypothèses précises qui sont exposées dans le document pertinent de la CNUCED (TD/7/Sup.5).

assurer une répartition plus équitable de façon que la région dans son ensemble et plus particulièrement les moins avancés des pays africains obtiennent une portion suffisante de ces transferts;

- ii) Une liaison appropriée devra être établie entre les droits de tirage spéciaux et l'octroi de fonds de développement supplémentaires;
- iii) L'idéal serait que l'assistance soit fournie sous forme de dons ou de prêts publics sans intérêt, mais elle devrait au moins être adaptée aussi raisonnablement que possible aux besoins et à la capacité de remboursement des divers pays africains afin de réduire la charge de plus en plus lourde que représente pour leur balance des paiements le service de la dette;
- iv) En vertu du principe d'autonomie, les pays africains dont l'épargne est constamment excédentaire devront fournir des ressources financières à d'autres pays africains en vue d'investissements rentables, par l'intermédiaire de la BAD et de la SIFIDA;
- v) Il conviendra de veiller à ce que la coopération financière et technique contribue à une mobilisation plus complète des ressources locales, grâce notamment à une participation financière élargie aux dépenses locales, à une assistance technique tendant à utiliser les moyens locaux, à un programme rationnel de formation de personnel local de contrepartie et à une réduction en faveur des programmes de l'appui apporté aux projets.

19. Pour être efficace, un programme global d'aide doit combiner une assistance financière à une assistance technique mais dans le cas des pays africains, une priorité absolue s'impose, à savoir une assistance technique de nature telle que les bénéficiaires puissent utiliser au maximum leurs propres ressources locales et toutes les formes d'aide qui leur sont offertes. Il conviendra également de prendre des dispositions:

- i) En vue d'accélérer et d'améliorer les procédures de négociation et d'octroi de dons et de prêts;

- ii) En vue d'exécuter et de gérer plus efficacement les projets;
- iii) En vue d'intensifier dans les pays africains les activités relatives à la recherche et au développement de façon à pouvoir adapter la technologie étrangère tout en mettant au point des techniques locales.

20. L'assistance à l'Afrique a essentiellement pour rôle d'encourager la formation de marchés élargis, l'élaboration d'une politique d'investissement rationnelle fondée sur la coopération sous-régionale ou régionale et une plus grande mobilité des compétences et des investissements privés.

21. Plus que la plupart des autres régions, l'Afrique a besoin d'un programme de coopération financière et technique conçu et exécuté à l'échelon multinational. Jusqu'ici, l'effort d'assistance a, dans bien des cas, accusé encore la fragmentation historique, géographique et politique du continent, aggravant ainsi les problèmes déjà complexes de la coopération et de l'intégration. Une stratégie de l'assistance financière et technique pour les années 70 devra donc prévoir les éléments suivants:

- i) Une assistance tendant à faciliter la création des institutions nécessaires dans le cadre d'une coopération et d'une intégration multinationales;
- ii) Une assistance pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'expansion des échanges intra-africains, notamment la transformation du réseau actuel des communications et des transports et des institutions bancaires et commerciales;
- iii) Une assistance visant à dédommager les pays africains les moins avancés pour les handicaps et les pertes dont ils risquent de souffrir en participant à des associations coopératives avec des pays voisins plus industrialisés.
- iv) Une assistance en vue de l'établissement d'accords de paiements au moyen du financement des soldes correspondant à ces accords.

22. Une meilleure coordination, entre divers donateurs d'une part et entre donateurs et bénéficiaires de l'autre est indispensable.

Cette coordination doit avoir les objectifs suivants:

- i) Gonfler le flux de l'aide et réduire l'incertitude liée à son volume futur;
- ii) Evaluer plus exactement les besoins et les ordres de priorité dans l'optique du plan de développement à long terme des pays, afin de s'assurer que l'on pourra compter avec certitude sur une coopération financière et technique pour le plan ainsi que pour des projets isolés;
- iii) Permettre des mesures immédiates et coordonnées pour réviser l'échelonnement des échéances ou réaménager les dettes lorsque la situation d'un pays justifie cette forme particulière d'assistance.

Mobilisation des ressources intérieures

23. Les objectifs fondamentaux d'une stratégie pour la mobilisation des ressources intérieures au cours des années 70 doivent être les suivants:

- i) Relever le taux de croissance des économies africaines;
- ii) Assurer la base nécessaire à des politiques économiques indépendantes et à la protection de la souveraineté.

24. La part de l'épargne dans le produit national brut des pays africains est passée de 12 p. 100 environ au cours de la première moitié des années 60 à 14 p. 100 environ à la fin de la décennie. Parmi les régions en voie de développement, l'Asie de l'est est la seule à avoir enregistré une augmentation supérieure. Toutefois, le pourcentage africain est encore inférieur à la moyenne de 16 p. 100 des pays en voie de développement.

25. En ce qui concerne le coefficient moyen de l'impôt par rapport au revenu national, la moyenne pour les pays africains sur lesquels on possède des chiffres est passée de 13 p. 100 au cours des années 50 à 16 p. 100 environ au cours des dernières années. Ce pourcentage est plus élevé qu'en Asie mais reste inférieur à ceux de l'Amérique latine et du Moyen-Orient.

26. Les pays africains doivent au cours des années 70, comme ils l'ont fait au cours de la décennie précédente, assumer en majeure partie la charge du financement de leur développement. La stratégie des années 70 doit donc essentiellement viser à obtenir qu'une proportion croissante du revenu national soit épargnée en vue du financement des investissements. En particulier,

Les pays africains doivent tendre à accroître le rapport entre l'épargne et le produit national brut de sorte qu'il atteigne 20 p. 100 à la fin de la décennie.

27. Pour mettre au point des mesures efficaces en vue de la mobilisation des ressources intérieures, il convient de distinguer quatre groupes principaux d'épargnants, dont les mobiles sont très différents:

- i) L'Etat, dont l'épargne est représentée par l'excédent des recettes fiscales par rapport aux dépenses publiques courantes;
- ii) Le secteur des affaires, qu'il s'agisse de sociétés ou de personnes physiques, dont l'épargne est représentée par les bénéfices non distribués;
- iii) Les propriétaires et les rentiers;
- iv) Les ménages.

28. La fiscalité est, et restera probablement, au moins pendant les années 70, une source très importante de fonds. Mais un système financier bien organisé adapté au niveau de développement économique atteint par les divers pays africains ou par certains secteurs dominants - y compris des institutions telles que les banques commerciales, les banques de développement, les caisses d'épargne, les comptes de chèques postaux, les sociétés coopératives, les compagnies d'assurances et les marchés financiers institutionnalisés - peut assurer une plus grande souplesse au mécanisme de mobilisation des ressources. Celui-ci sera efficace dans la mesure où il sera capable d'attirer et de mobiliser l'épargne intérieure et de diriger des fonds vers des investissements productifs. Il peut en particulier jouer un rôle important en faisant entrer dans l'économie de marché des secteurs traditionnellement fermés.

29. La mobilisation des ressources au moyen de politiques fiscales se heurte à diverses difficultés d'ordre politique et économique. Le rapport entre les recettes fiscales et le

produit intérieur brut, et la rapidité avec laquelle il augmente sont cependant le critère de l'effort de développement d'un pays. Les éléments suivants doivent entrer dans la stratégie des années 70:

- i) Elimination de l'aide budgétaire importante que certains pays africains obtiennent encore de l'extérieur pour faire face à leurs dépenses périodiques;
- ii) Réformes de l'impôt personnel et de l'impôt indirect, de façon que les groupes qui profitent le plus du développement économique contribuent davantage et dans une mesure croissante à répondre aux besoins publics. En particulier, l'introduction de techniques modernes dans l'agriculture, associée à une amélioration des conditions du marché intérieur pour les produits agricoles, a permis de relever considérablement les revenus de certaines parties du secteur agricole qui, en conséquence, peut et doit assumer une plus large part de la charge fiscale;
- iii) Mesures fiscales tendant à encourager l'épargne et les investissements commerciaux, notamment réduction de l'impôt sur les bénéfices provenant d'investissements nouveaux et stimulants fiscaux visant à encourager le réinvestissement des bénéfices;
- iv) Amélioration des systèmes d'assiette et de recouvrement de l'impôt en vue de réduire l'écart qui existe dans un grand nombre de pays entre une structure fiscale prévoyant des taux élevés et progressifs et un rendement extrêmement faible;



- v) Mesures tendant à réduire l'augmentation des dépenses courantes non destinées au développement et à réserver un pourcentage plus important des recettes supplémentaires aux fins du développement;
- vi) Harmonisation plus poussée des budgets et des plans nationaux de développement.

30. La réforme de la politique et de l'administration fiscales doit permettre de mobiliser plus efficacement les ressources financières et d'assurer une meilleure répartition du revenu et de la richesse. Toutefois, des stimulants tendant à encourager l'épargne commerciale risquent de contrecarrer en partie les efforts déployés dans ce sens. Dans un grand nombre de pays africains, certains secteurs isolés possèdent déjà des capacités industrielles excédentaires. Par conséquent, si un pays s'efforce de relever son taux de croissance en portant surtout ses efforts sur les investissements sans se préoccuper des principaux vices de structure qui limitent la demande des biens produits, les investissements supplémentaires risqueront de ne se traduire que par un relèvement relativement faible des taux de croissance.

31. L'épargne est un élément essentiel de la prospérité du secteur des affaires. Outre les stimulants fiscaux, une stratégie intéressant ce secteur devra prévoir l'élaboration de systèmes financiers offrant aux épargnants un choix entre des types de placement divers, notamment le développement de sociétés d'investissement assurant si possible des intérêts garantis et assurant des modes de financement adaptés à la variété et à l'évolution des besoins.

32. Dans le groupe des propriétaires et des rentiers, les cultivateurs consacrent en général une proportion importante de leur revenu monétaire disponible à des investissements.

Les rentiers, tels que les propriétaires fonciers, sont probablement beaucoup moins enclins à l'épargne. La stratégie des années 70 concernant ce groupe doit avoir les objectifs suivants:

- i) Modification de la répartition de la richesse en faveur des secteurs productifs du groupe;
- ii) Relèvement de la productivité agricole;
- iii) Accroissement de la participation des rentiers aux investissements grâce à des stimulants et des encouragements appropriés, et mise au point d'un système propre à augmenter leur charge fiscale.

33. L'épargne personnelle sur les traitements et salaires dépend des taux de croissance du revenu réel et du nombre des salariés ainsi que du montant des traitements et salaires par travailleur. Pour ce groupe, la stratégie devra viser à la mise en place d'institutions financières propres à encourager l'épargne, et à l'élaboration de politiques monétaires et de politiques fiscales connexes appropriées.

#### Industrie

34. Le domaine d'action critique est celui de la restructuration de l'économie nationale et, plus précisément, de l'intégration du secteur traditionnel au secteur moderne et dynamique. Les politiques nationales doivent avoir pour objet de modifier la composition de la production rurale et de relier les secteurs rural et urbain afin d'assurer une base solide à une économie moderne. Les éléments essentiels d'une stratégie associant l'industrie et l'agriculture sont les suivants:

- i) La création de petites industries appliquant des techniques nouvelles et utilisant des matières premières locales;

- ii) Le développement des complexes agro-industriels et des industries fournissant des intrants agricoles; engrais, machines et outils;
- iii) Le développement des industries d'exportations;
- iv) La promotion de la recherche industrielle.

35. La plupart des pays africains ont des marchés locaux exigus et le pouvoir d'achat de leurs populations est faible. Ces facteurs constituent un obstacle au développement industriel. Pour supprimer cet obstacle, il convient de prendre des mesures collectives tendant à la création des infrastructures physiques propres à faciliter les courants d'échange entre Etats africains. Une formule doit être mise au point pour l'harmonisation industrielle, en vue de définir l'emplacement de certaines industries, la répartition des avantages découlant d'industries multinationales, les droits de propriété et de regard sur ces industries ainsi que la participation éventuelle de non-Africains.

36. En ce qui concerne le développement des petites industries, ce qu'il faut dans l'immédiat, c'est un système permettant d'apporter une aide et des avis techniques à des individus ou à des groupes, une assistance en matière d'étude de marché et de commercialisation, des informations sur les possibilités d'investissement, des indications sur les sources d'approvisionnement en machines et en matériel et une aide pour l'obtention de conditions de financement avantageuses. A cet égard, les gouvernements doivent fixer des objectifs indiquant le pourcentage des biens de consommation et d'équipement qui devront être produits sur place à la fin de la décennie.

37. En ce qui concerne les investissements, il conviendra de définir le rôle de l'investissement national et étranger; il faudra évaluer les rendements et les coûts des investissements étrangers et mettre au point des politiques et des stimulants afin de s'assurer que les investisseurs étrangers et les pays d'accueil retirent des avantages équitables d'entreprises industrielles. Ces pays devront participer effectivement à la gestion et à la direction des entreprises locales au moyen d'une participation à leur capital social, de l'octroi d'actions en échange de services ou installations locaux, etc. On devra enfin agir sur la répartition des investissements dans le secteur privé grâce à un système judicieusement conçu d'impôts, de subventions et de stimulants. Il faudra d'autre part commencer à oeuvrer en vue de parvenir à la mise au point d'un code d'investissement africain, ou du moins de faire accepter un certain nombre de principes généraux qui pourraient être incorporés dans tous les codes d'investissement nationaux. Pour que le secteur public joue un rôle utile dans l'industrialisation de l'Afrique, il faudra que des organismes officiels tels que des sociétés nationales, constituent des instruments efficaces pour l'orientation des investissements industriels.

38. La lenteur des progrès dans l'exécution des plans est due aux causes suivantes:

- i) Impossibilité de trouver les investisseurs, les sociétés privées ou les associés convenant à une entreprise conjointe;
- ii) Réticence des investisseurs qui ne connaissent pas encore la région à se prononcer sur la rentabilité possible;
- iii) Difficultés éprouvées par les institutions locales ou étrangères à créer des entreprises. Les gouvernements

devront absolument faire appel au concours de l'ONUDI, du secrétariat de la CEA, d'institutions d'aide multilatérale et bilatérale pour pouvoir surmonter ces obstacles, grâce à des mesures telles que la création d'organismes efficaces de promotion industrielle.

39. Les industries ne pourront participer effectivement au développement national que lorsque la population locale aura acquis les connaissances professionnelles, techniques et scientifiques nécessaires. Il est donc indispensable de prévoir dans les programmes nationaux d'enseignement les moyens requis pour la formation de personnel possédant les aptitudes voulues pour acquérir des connaissances techniques, notamment des capacités et des compétences en matière de planification, de programmation et d'exécution de projets industriels et de prévoir également la coopération entre pays africains en matière de formation professionnelle. Dans le cas d'associations avec des partenaires non africains, on devra insister sur le transfert des techniques de production, la recherche dans le domaine des produits et des matériaux nouveaux, l'acquisition de compétences techniques au moyen de contrats de licence et de recherches de base entreprises sur place. Il est indispensable d'imposer des normes et des standards de qualité pour améliorer la position concurrentielle des articles manufacturés africains.

Problème particulier des moins avancés parmi les pays en voie de développement, des pays sans littoral et des pays insulaires

40. On reconnaît en général qu'un très grand nombre des moins avancés parmi les pays en voie de développement se trouvent en Afrique et qu'un important pourcentage des pays africains entrent dans

cette catégorie. L'Afrique pouvant donc être considérée comme la moins avancée des régions en voie de développement, la communauté internationale devra accorder une priorité élevée à la définition des problèmes propres aux pays africains et à la mise au point de mesures propres à les résoudre.

41. Tout effort résolu tendant à aborder les difficultés et les handicaps dont souffrent les pays les moins avancés suppose un programme de mesures spéciales portant sur toutes les phases de la vie sociale et économique. L'objet est de permettre à ces pays d'accélérer le rythme de leur développement économique et de procéder aux réformes de structure nécessaires, ainsi que de tirer le maximum d'avantages des mesures prises dans le cadre de la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Une stratégie de cet ordre devrait comprendre les éléments suivants:

- i) Relever le niveau de la productivité, en vue notamment d'accroître la production de denrées alimentaires;
- ii) Appuyer les efforts de ces pays tendant à diversifier leurs économies, en encourageant notamment l'implantation d'industries intégrées provoquant des liaisons économiques marquées;
- iii) Stabiliser et accroître progressivement leurs recettes d'exportation, objectif qui exige une action immédiate visant à assurer la commercialisation de leurs produits à des cours équitables, stables et rémunérateurs; dans bien des cas, des mesures urgentes devront aussi être prises en ce qui concerne le problème de la concurrence des produits synthétiques et des succédanés à laquelle se heurtent les produits naturels;

- iv) Améliorer la structure institutionnelle en ce qui concerne l'administration publique, la planification, l'évaluation des projets, la commercialisation et la promotion des exportations, les services bancaires et financiers, et plus particulièrement les mesures destinées à assurer une participation accrue de la nation;
- v) Mobiliser une assistance financière internationale pour l'application de ces mesures, et prévoir des dispositions particulières pour améliorer la capacité d'absorption de l'assistance extérieure;
- vi) Se concentrer, dans la conception des programmes et projets d'assistance technique, sur des domaines présentant un intérêt particulier pour ces pays;
- vii) Mettre au point des arrangements institutionnels au sein des organismes reliés aux Nations Unies chargés de la définition, de l'élaboration et de l'examen des politiques et projets en faveur des pays les moins avancés.

42. Sur un total de 18 pays sans littoral, 13 se trouvent en Afrique. La position de ces pays constitue un grave obstacle à l'expansion de leurs échanges et à leur développement économique, en particulier pour les raisons suivantes: coûts de transport élevés; développement insuffisant de l'infrastructure; transports, moyens de stockage et installation portuaires médiocres et peu commodes; manque de possibilité d'utiliser leur propre matériel de transport et d'établir leurs propres systèmes; tendances défavorables des tarifs et des frais de transport.

43. La solution des problèmes particuliers aux pays sans littoral et aux pays insulaires exige que des mesures spéciales soient prises en leur faveur dans la région et dans le cadre plus vaste de la deuxième Décennie du développement. Cette stratégie comprendrait les éléments suivants:

- i) Procéder à des études définissant les obstacles les plus graves à leur développement économique rapide;
- ii) Reconnaître effectivement leur droit d'accès à la mer et le faciliter;
- iii) Considérer en priorité leurs besoins d'assistance financière et technique, en envisageant notamment l'octroi de prêts libéraux et de fonds destinés à subventionner leurs frais de transport supplémentaires;
- iv) Appliquer en leur faveur des mesures spéciales comparables à celles qui intéressent les moins avancés des pays en voie de développement.

#### Agriculture

44. Dans la plupart des pays africains, l'agriculture est l'industrie la plus importante et c'est donc elle qui, plus que tout autre facteur, détermine les taux de croissance et de développement.

45. On cherchera à porter, au cours des années 70, le taux de croissance de l'agriculture de son chiffre actuel de 2 p. 100 au moins à un maximum de 4 p. 100 par an. Pour atteindre cet objectif, il convient de définir et d'appliquer des politiques précises dans les domaines suivants:

- i) Régimes fonciers, recherche agricole et services de vulgarisation, cours agricoles et commercialisation;
- ii) Octroi de fonds pour la mise en valeur des terres et l'irrigation, la propagation et la diffusion de semences pures, la création de fabriques d'engrais et de pesticides et le crédit agricole.

46. Les domaines d'action ci-dessus ont trait à la modernisation des systèmes agricoles africains par l'introduction de techniques et de procédés nouveaux, et à la commercialisation



des produits. Les activités menées à cet égard devront s'inscrire dans les cinq domaines de concentration définis par le Directeur général de la FAO, à savoir :

Utilisation de variétés à fort rendement pour les cultures vivrières de base, réduction du déficit protéique, lutte contre le gaspillage, mobilisation des ressources humaines pour le développement rural, et accroissement et administration rationnelle des recettes en devises.

47. Un autre domaine d'action est celui des institutions rurales et du mode de vie des collectivités rurales. Les activités menées dans ce domaine constituent un programme distinct consacré à la transformation des collectivités rurales.

48. Un autre domaine est celui de l'élevage et de la pêche maritime, fluviale et lacustre. Il convient de promouvoir le développement de ces deux activités qui sont vitales dans plusieurs pays de la région. En ce qui concerne l'élevage, il est nécessaire de lutter contre les maladies et de favoriser la transformation industrielle des produits. S'agissant de la pêche, il importe, dès à présent, d'entreprendre des études en vue de l'harmonisation des législations et plus particulièrement celles relatives à la délimitation des eaux territoriales."

#### Transformation rurale

49. Les communautés rurales sont caractérisées par des systèmes sociaux extrêmement intégrés (valeurs sociales, comportements, relations personnelles mutuelles et habitudes de travail). Aussi les politiques, les mécanismes et les activités destinés à amorcer le processus de transformation doivent-ils tout au moins être coordonnés. Ce dispositif d'amorçage se ramène en fait à une technique propre à libérer les forces renfermées dans ces communautés car toute innovation qui apparaît comme imposée de l'extérieur n'a que peu ou point de chance de succès.

50. Outre les arrangements d'ordre technique et commercial nécessaires pour accélérer la transformation des zones rurales, les services combinés utilisés à cet effet seront les suivants : formation professionnelle et alphabétisation fonctionnelle, alimentation en eau et en électricité des campagnes, utilisation des moyens d'information, services de santé, de

nutrition et de protection maternelle et infantile, instituts d'économie ménagère, institutions locales destinées à assurer la participation de tous les secteurs de la population au processus de transformation, et animation rurale.

51. En raccourci, la stratégie de la transformation rurale exige la création de liaisons physiques, économiques et sociales étroites entre les centres ruraux et urbains et la capacité génératrice de revenu du secteur rural et sa contribution à l'économie nationale. La transformation sociale se ramène à un circuit constamment élargi et mutuellement complémentaire de marchés, à l'amélioration des techniques et de la productivité et à l'augmentation des revenus, qui sont des conditions essentielles de la croissance autonome.

#### Mise en valeur des ressources humaines

52. Plus des trois quarts de la population africaine vivent dans les zones rurales, au sein d'une économie qui ne dépasse guère le niveau de la subsistance. Il importe donc de viser en priorité à transformer et à moderniser le secteur rural grâce à des mesures propres à améliorer le rendement de l'agriculture, notamment la création de complexes agro-industriels et l'expansion des activités commerciales. D'autre part, la structure et le taux de croissance de l'économie urbaine ne permettent pas à l'heure actuelle d'assurer suffisamment d'emplois et un niveau de vie supérieur à une population toujours plus nombreuse. Un autre objectif prioritaire pour ce secteur est l'accélération de l'industrialisation. Mais l'insuffisance quantitative et qualitative de la main-d'oeuvre est parmi les plus graves lacunes dont souffre le développement des économies rurales aussi bien qu'urbaines.

53. En général, les ressources humaines sont insuffisamment utilisées, ce qui se traduit par du gaspillage, une croissance ralentie et une insatisfaction notable. Les plans de développement ont souvent pour objectif de créer des possibilités d'emploi mais cet objectif est rarement atteint pour la raison essentielle que l'économie dans son ensemble ne se développe pas assez rapidement pour que la main-d'oeuvre puisse être absorbée par les entreprises et les secteurs prévus à cet effet au plan.

54. L'une des méthodes permettant d'amener l'économie à un nouveau rythme de croissance, qui n'a pas suffisamment jusqu'ici retenu l'attention, consiste à exploiter les possibilités offertes par l'épargne pour utiliser la main-d'oeuvre inemployée en vue du développement social et productif dans des domaines tels que les routes, l'habitation, les canaux d'irrigation, les mesures de conservations, les programmes de reboisement, etc. L'emploi de la main-d'oeuvre pour ce genre d'activités ne représenterait que des dépenses relativement faibles et, s'il était bien conçu, n'entraînerait pas, dans la plupart des cas, d'affectations de devises.

55. En dépit d'une expansion notable des moyens d'enseignement et de la scolarisation depuis les années 50, la région est encore loin de disposer des effectifs et des compétences minimales nécessaires à la gestion de ses économies. Paradoxalement, l'effort fourni dans le domaine de l'éducation a créé le problème du chômage des personnes éduquées, alors qu'une grave pénurie sévit dans de nombreuses catégories de spécialistes. L'offre de personnel et de main-d'oeuvre compétents et qualifiés est insuffisante dans les professions libérales, dans le domaine de la gestion, dans les professions scientifiques et techniques et dans les métiers artisanaux.

56. La conception des programmes d'études et l'orientation de l'enseignement ne répondent pas aux besoins liés à une transformation économique, et les jeunes gens qui sortent des établissements scolaires ne conviennent, ni par leurs compétences ni par leurs attitudes mentales, aux emplois disponibles. Le développement suppose, de la part de la population, l'acquisition de connaissances spécialisées. L'accent doit être mis sur des programmes de formation adaptés aux besoins particuliers de chaque pays africain, grâce par exemple à l'introduction d'un élément de formation dans tout projet de développement.

57. Une stratégie de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines pour les années 70 doit s'intégrer aux politiques, aux plans et aux autres stratégies conçus pour le développement économique et social global. Elle doit, en particulier, être étroitement associée aux politiques nationales relatives à la population, à l'emploi et à la répartition des revenus. Au cours des années 70, des mesures devront être prises aux fins suivantes:

- i) Réaligner le système d'éducation et de formation sur les besoins et les exigences d'une économie et d'une société qui se développent progressivement, en tenant compte en particulier de la nécessité d'orienter l'éducation vers l'emploi;
- ii) Développer les programmes de formation scientifique et les programmes de préparation aux professions et aux métiers fondés sur les mathématiques;
- iii) Créer un appareil efficace permettant d'aborder de façon systématique, raisonnée et coordonnée les questions de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre;

- iv) Eliminer le gaspillage des ressources actuellement disponibles pour l'éducation et la formation;
- v) Créer des moyens institutionnels, sur le plan national ou à l'échelon multinational, pour la recherche dans le domaine des problèmes humains de développement, pour la formation de personnel en vue de l'évaluation des besoins de main-d'oeuvre, et pour l'élaboration de politiques et de programmes appropriés.

58. Parmi les mesures les plus urgentes qui pourraient être prises à l'échelon national pour préparer la voie à une stratégie et à des programmes d'investissement rationnels, figure la création de comités nationaux d'experts qui auraient les attributions suivantes:

- i) Etudier la structure et la valeur utilitaire des systèmes d'enseignement et de formation dans l'optique des besoins de main-d'oeuvre liés à l'industrialisation, à la modernisation de l'agriculture et aux services connexes, en particulier dans le secteur rural;
- ii) Etudier la possibilité de créer un fonds national de formation auquel les employeurs de main-d'oeuvre seraient tenus de participer et d'élaborer une législation propre à encourager la formation de personnel qualifié pour l'industrialisation et le développement rural.

ANNEXE

59. L'expérience des 12 dernières années a permis à la CEA de définir, en coopération avec d'autres organismes reliés aux Nations Unies, la plupart des obstacles qui s'opposent au développement de l'Afrique. Conformément à la demande exprimée par la Commission à ses sessions, le secrétariat a procédé à une revue générale et presque complète de l'ensemble des problèmes socio-économiques auxquels le continent doit faire face. Dans les limites de son mandat, la CEA s'est livrée à certaines activités de caractère opérationnel. Tel est le cas de celles qui ont conduit à la création de la Banque africaine de développement, de l'Institut africain de développement économique et de planification, et des centres régionaux et sous-régionaux de formation de cadres moyens statisticiens et démographes ainsi que des études et des négociations menées actuellement en vue de l'utilisation de l'énergie électrique à l'échelon multinational par certains groupes de pays: Dahomey-Togo-Ghana; Ghana-Haute-Volta; Nigéria-Niger; Côte d'Ivoire-Ghana-Togo-Dahomey; Nigéria-Cameroun-Tchad; Côte d'Ivoire-Libéria; République démocratique du Congo-Rwanda-Burundi; Kenya-Ouganda-République-Unie de Tanzanie; Maroc-Algérie-Tunisie. Des décisions fermes ont été prises en coopération avec le PNUD et la FAO en vue de la création d'une association et d'un centre de recherche pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest et des négociations sont en cours en vue du lancement d'un programme régional d'amélioration du bétail.

60. Sous les auspices de la Banque africaine de développement, un groupe composé du PNUD, de la BIRD et de la CEA se réunit régulièrement depuis trois ans environ pour étudier des projets éventuels dans les domaines des transports, des télécommunications et de l'énergie. D'autres domaines de développement pourront s'ajouter à ceux-ci par la suite. Grâce à l'arrangement conclu avec la Banque africaine de développement, le PNUD et la BIRD, les études de la Commission relèvent plus étroitement de considérations pratiques et se prêtent mieux à une exécution.

61. Des projets ont été élaborés en vue de la construction d'un réseau de transport, en Afrique de l'ouest, d'une route transsaharienne, d'un grand axe routier d'est en ouest, et d'une liaison par voie ferrée entre le Soudan, le Tchad et le Nigéria. Si ces projets pouvaient être entièrement réalisés au cours des années 70, l'entrave au développement que constitue l'insuffisance des voies modernes de communication serait considérablement atténuée. Le secrétariat s'est aussi efforcé d'encourager la création de centres scientifiques et techniques supplémentaires ou le renforcement et l'expansion de ceux qui existent. C'est dans cette optique qu'il a apporté son plein appui à l'Institut international d'agriculture tropicale au Nigéria et à la remise en activité de l'Institut national d'études agronomiques du Congo (INEAC) en République démocratique du Congo. Ce sont là quelques exemples des activités opérationnelles que la Commission se doit de poursuivre.

62. Il ne faut pas cependant oublier que la situation s'est radicalement transformée en Afrique depuis la création de la Commission en 1958. En particulier le nombre des pays indépendants en voie de développement est passé de 8 à 41 et pour cette raison, parmi d'autres, les organismes multilatéraux et bilatéraux ainsi que les institutions bénévoles ont manifesté un intérêt croissant pour le développement économique de l'Afrique. On en trouve une preuve dans les structures en place ou en voie de création tels que les secrétariats des groupements sous-régionaux, la représentation du PNUD dans un grand nombre de pays, les bureaux sous-régionaux des institutions spécialisées et de la BIRD, les missions spéciales organisées et de la BIRD, les missions spéciales organisées par des organismes d'aide multilatérale et bilatérale et les équipes multidisciplinaires qui doivent être constituées sous les auspices du Département des affaires économiques et sociales du Siège et de la CEA.

63. Dans ces conditions, on pourrait à juste titre se demander quelles mesures effectives peut prendre la CEA. Cette question est d'autant plus importante si l'on considère sa faible représentation sur le plan local.

Le secrétariat compte 142 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et une trentaine de conseillers régionaux et, avec cet effectif, il doit servir 41 pays, alors que le PNUD et les institutions spécialisées disposent parfois, pour leurs programmes nationaux, d'un personnel plus nombreux que l'effectif total des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs de la CEA appelés à étayer les efforts des différents pays. L'exiguité relative des ressources de la Commission permet difficilement à celle-ci d'avoir sur les problèmes de développement nationaux une action immédiatement discernable. Du moins la CEA reconnaît-elle que "c'est déjà avoir de la méthode que de vouloir en chercher une"; elle reconnaît en outre que dans les conditions qui caractérisent actuellement l'Afrique, la méthode consiste essentiellement à définir l'ordre de priorité. Aussi, conformément au mandat de la Commission, le dernier programme de travail met-il tout particulièrement l'accent sur la recherche et la planification, la mobilisation des ressources intérieures, le commerce, l'industrie, l'agriculture, la transformation rurale, la mise en valeur des ressources humaines, la main-d'oeuvre et la formation. On pourrait remédier effectivement à la plupart des problèmes qui se posent dans ces domaines en apportant une assistance aux divers pays. C'est ce qui sera fait, comme par le passé, dans les limites des ressources de la Commission et compte dûment tenu de la nécessité de fournir cette assistance dans un cadre multinational.

64. Le voeu souvent exprimé de voir la Commission prendre un caractère plus opérationnel traduit bien le besoin que la CEA éprouve de faire plus que par le passé. A cet égard, on peut concevoir l'activité opérationnelle comme la recherche permanente d'une stratégie du développement africain et comme un effort accru tendant à inciter les Etats africains à élaborer et à exécuter des programmes de développement de façon rationnelle. Plus précisément:

- i) Les services consultatifs de la CEA en matière de planification, les missions de programmation du PNUD et les équipes



- consultatives interdisciplinaires envisagées devront aider à recueillir et à analyser des données économiques et à établir des projections pour les secteurs clé des économies nationales. Le secrétariat devra procéder périodiquement à une revue des tendances et de l'évolution économiques dans le continent et à des études sur les principaux problèmes présentant un intérêt pour les sous-régions et la région dans son ensemble, ainsi que sur les modifications de structures intervenues dans l'industrie, l'agriculture et les courants d'échanges et entraînant des incidences notables sur la répartition du revenu et l'emploi;
- ii) La CEA devra aider les Etats africains à prendre les mesures nécessaires pour renforcer leurs groupements intergouvernementaux en augmentant le nombre des projets de développement multinationaux et en constituant, si besoin est, de nouveaux organismes;
- iii) La CEA devra aider les Etats africains à modifier la composition de leurs échanges en continuant d'exploiter les possibilités de développement et d'expansion du commerce intra-africain, et de continuer à aider les pays africains à arrêter des positions communes dans leurs efforts tendant à rationaliser le système des échanges mondiaux, de façon à s'assurer que leurs exigences légitimes à cet égard sont dûment prises en considération. La CEA devra tout particulièrement s'attacher à coordonner l'assistance technique dans ce domaine, conformément à l'ordre de priorité établi;
- iv) La stratégie exposée dans ce document dans les domaines de la coopération financière et technique et de la mobilisation des ressources intérieures exige un accroissement notable de l'assistance technique. Elle suppose, pour la CEA et ses bureaux sous-régionaux, une tâche ardue, mais importante, qui consiste à coordonner cette assistance et à la concentrer sur les points d'appui éventuels. L'entreprise complexe de la révision et de la modernisation des législations et des

dispositifs fiscaux et financiers des pays exigera des missions sur place composées de spécialistes de ces disciplines. En conséquence, un service consultatif fiscal et financier devra être créé en 1971 au sein du secrétariat pour assister les Etats membres;

- v) La CEA devra entreprendre des études en vue de s'assurer de l'efficacité des stimulants offerts aux investisseurs étrangers pour attirer des capitaux, et rechercher des formules propres à encourager les entreprises africaines à participer plus activement au développement économique et social de l'Afrique. Elle devra aussi faire office de centre de documentation pour l'élaboration des projets, en vue d'aider les gouvernements africains à établir des demandes d'aide.
- vi) Dans le domaine de l'agriculture, l'assistance devra être fournie aux Etats membres dans le cadre d'un programme unique des Nations Unies pour l'Afrique, exécuté en commun par la FAO et la CEA. Les deux organisations coopéreront aussi étroitement que possible avec des organismes techniques, commerciaux et multinationaux tels que le Conseil africain de l'arachide, l'Alliance des producteurs de cacao, l'Organisation africaine et malgache du café, l'Organisation interafricaine du café, le Conseil africain et malgache du sucre, le Comptoir maghrébin de l'alfa (COMALFA), la Communauté économique du bétail et de la viande, le Comité des agrumes de la Zone franc, l'Office équatorial du bois, l'Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture et l'Organisation commune de lutte antiaviaire. Elles chercheront aussi à coopérer avec les facultés d'agronomie des universités, avec des établissements d'enseignement supérieur et avec des organismes de recherche nationaux et intergouvernementaux tels que l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (IFAC), l'Institut des recherches pour les huiles et les oléagineux (IRHO), l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques (IRCT), l'Institut français du café et du cacao (IFCC), l'Office de la recherche

scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), l'Institut national d'études agronomiques de la République démocratique du Congo, l'Institut international d'agriculture tropicale. Par l'intermédiaire de la CEA et de la FAO et avec l'assistance d'institutions et de fondations, des informations spécialisées et des techniques modernes seront communiquées aux pays qui auront besoin d'une assistance et la demanderont pour aborder des problèmes particuliers;

vii) Pour accélérer la transformation rurale, la CEA devra assurer une collaboration étroite avec l'UNESCO, l'OMS, l'OMM, le FISE, l'ONUDI et d'autres organismes reliés aux Nations Unies ainsi qu'avec un grand nombre d'organisations non gouvernementales qui ont déjà des activités dans beaucoup de pays africains. Il s'agira au premier chef d'apporter aux pays l'assistance dont ils auront besoin pour concevoir et mettre en pratique des systèmes et des mesures répondant aux besoins de communautés particulières;

viii) Les organisations internationales, dont la CEA, devront coordonner leurs activités diverses en matière de main-d'oeuvre et offrir un programme d'assistance des Nations Unies unique, à l'appui des programmes de développement nationaux et des efforts des instituts de formation. Le programme de travail de la CEA devra être élaboré en fonction de ce principe. La CEA devra également apporter une assistance technique aux pays africains qui ont besoin d'enquêtes sur la main-d'oeuvre aux fins de la planification du développement.

65. Une autre fonction qui a été jusqu'ici nécessaire, et qui devra être maintenue, a trait à l'organisation de conférences, de cycles d'études et de groupes de travail. Ceux-ci sont indispensables pour la diffusion d'idées, la définition de normes, la coordination et l'harmonisation des positions africaines et la formation de personnel clé. Il n'y a pas lieu d'insister sur la valeur des activités de formation, surtout dans un continent dont les populations ne font, pour la plupart, que commencer à exercer des options indépendantes et à assumer la charge du progrès économique et social de la nation.

66. L'Afrique en voie de développement comprend 41 Etats indépendants, dont chacun a des caractéristiques particulières et ses propres programmes de développement. Dans les cadres nationaux, l'effort intérieur est soutenu par une assistance bilatérale et multilatérale de formes diverses, parfois fournie d'une manière particulière à chaque pays, parfois conçue, du moins en principe, comme élément d'un programme régional plus vaste. Toutefois, si les pays africains en voie de développement ont des caractéristiques propres, la plupart ont beaucoup en commun. La plupart, par exemple, sont en proie aux difficultés liées à l'édification d'une nation, ont un caractère essentiellement agraire du point de vue de la structure économique et ont une population relativement peu importante et un marché exigu. Tous tendent à un développement économique et social rapide. Dans ces conditions, et même lorsque l'unité nationale est dûment reconnue comme pôle de l'exécution effective, il est essentiel que les politiques soient élaborées et exécutées dans une perspective continentale multinationale; et c'est précisément là la raison d'être d'une commission économique régionale. Depuis sa création, la CEA a toujours été la seule organisation technique soucieuse de voir les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique comme un tout, à l'aide d'études portant sur des pays isolés, des groupes de pays ou l'ensemble du continent. Grâce à cette optique, et au modus operandi qui s'y attache, la CEA a été en mesure, dans la limite de ses ressources: a) grâce à des réunions, des cycles d'études et des publications, d'économiser les efforts et d'enrichir la connaissance et l'expérience du développement des pays africains ce qui, eu égard aux objectifs ambitieux que ceux-ci ont à juste titre fixés à leurs politiques, pourraient être pour eux extrêmement utile; b) de définir et de préconiser par la suite des initiatives opportunes sur le plan multinational; c) de fournir un cadre convenable pour la coordination des efforts de développement aux échelons régional, sous-régional et même, le cas échéant, national. Ce sont là trois tâches d'importance. Si, faute de ressources, la CEA ne peut pas s'en acquitter de façon aussi complète et aussi efficace que la situation l'exige, il ne s'ensuit pas logiquement que son rôle doit être mis en question, mais que ses ressources

doivent être accrues en conséquence. L'importance de ce qui précède ressort du fait reconnu que même des missions de grande envergure à l'oeuvre sur le plan régional ou à l'échelon des pays n'obtiennent pas toujours le maximum de résultats dans le domaine du développement économique et social, faute de coordination.

67. Le PNUD, le Groupe de la Banque internationale, les institutions spécialisées et des donateurs d'aide bilatérale ont été invités de temps à autre à refondre ou réviser des projets de plans de développement nationaux. Ce système a entraîné des chevauchements d'activités considérables, un gaspillage du temps des quelques fonctionnaires qualifiés que possèdent les gouvernements, et des dépenses inutiles. Il a aussi démontré que les gouvernements ne sont pas en mesure de saisir pleinement les tâches et les obligations financières auxquelles les contraignent leurs plans de développement. A l'avenir, il est probable que les besoins des Etats africains seront de plus en plus satisfaits par des équipes multidisciplinaires représentant les domaines de compétences de tous les organismes reliés aux Nations Unies. Il est indispensable d'instaurer une certaine forme de coordination pour éviter tout chevauchement dans les activités des secrétariats des divers groupements intergouvernementaux, du PNUD, des institutions spécialisées, des équipes multidisciplinaires envisagées et des organismes d'aide bilatérale et multilatérale. La CEA semble se prêter à ce rôle de coordination. Mais pour qu'elle puisse le jouer convenablement, une certaine décentralisation des responsabilités et des ressources du Siège au profit de la CEA sera nécessaire, de même qu'une décentralisation des activités de la CEA au profit des sous-régions. Les bureaux sous-régionaux devront être plus que de simples relais administratifs et être dotés de groupes d'experts spécialistes des principales disciplines intéressant le développement.

68. Le bureau sous-régional de l'Afrique de l'ouest, par exemple, pourrait être chargé de participer et de coopérer aux activités de l'Organisation des Etats riverains du Sénégal, du Conseil de l'Entente, de l'UDEAC, des Commissions du fleuve Niger et du bassin du Tchad, du Comité interafricain d'études hydrauliques, de plusieurs représentants résidents du PNUD et des représentants sous-régionaux d'institutions spécialisées. Des responsabilités analogues pourraient revenir à d'autres bureaux sous-régionaux en Afrique du nord, du centre et de l'est. Ainsi, la CEA pourrait orienter plus effectivement ses activités vers la coopération et l'assistance aux groupements intergouvernementaux, sans renoncer pour autant à appuyer les efforts des gouvernements. Grâce à une présence effective à l'échelon sous-régional, la CEA pourrait appréhender de façon toujours plus pratique les besoins réels des groupements, individuellement et collectivement, et en conséquence établir un programme de travail présentant une plus grande valeur utilitaire en vue de fournir une assistance pour répondre aux besoins reconnus les plus urgents.

69. Compte tenu de ce qui précède, une répartition des tâches clairement définie entre la CEA et les organismes de l'ONU, en particulier le PNUD, semble un impératif absolu. Sans attendre que des décisions officielles soient prises dans le cadre des recommandations du rapport sur l'Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement pour l'instauration d'un ordre nouveau au sein des Nations Unies, les Etats membres de la CEA devront engager des négociations avec le PNUD pour mettre au point une formule grâce à laquelle elle pourrait bénéficier de l'appui technique et financier qui lui sera indispensable pour remplir le rôle que les gouvernements africains attendent d'elle. Il est souhaitable en particulier que la CEA soit désignée comme organisme chargé de l'exécution pour certains projets au sujet desquels elle a accumulé des connaissances spécialisées concernant les problèmes matériels et humains de la région africaine. Les Etats membres devront continuer à insister, dans toutes les instances régionales et internationales appropriées, et en particulier au Conseil d'administration du

PNUD et à l'ECOSOC, sur leur désir de voir la CEA reconnue comme le principal organisme des Nations Unies compétent en matière de développement africain.

70. Pour préparer la voie à l'exécution de la stratégie pour la deuxième Décennie du développement et pour y contribuer, un dispositif institutionnel spécial devra être mis en place au sein du secrétariat. En 1971 et durant les années suivantes, ce dispositif devra essentiellement permettre d'aider à maintenir des contacts étroits avec les Etats membres et les organisations intergouvernementales au moyen de missions auprès des chefs d'Etat et de gouvernement, en particulier ceux qui exercent les fonctions de président d'institutions multinationales. Des relations étroites devront également être entretenues avec le Secrétaire général administratif de l'OUA, dans le dessein de resserrer les liens entre les organisations et les gouvernements africains et, dans la mesure du possible, de chercher à créer des liaisons quasi organiques. Un rôle de premier plan consistera en outre à participer à la rationalisation des groupements intergouvernementaux existants et de leur fonctionnement, lorsque la nécessité s'en fera sentir pour surmonter certains obstacles au développement. A cet égard, il conviendra tout particulièrement d'aborder les facteurs d'ordre non économique qui s'opposent à la coopération économique. Le succès de projets multinationaux, surtout ceux qui débouchent directement sur des activités opérationnelles, dépend dans une large mesure de contacts préliminaires et suivis avec les secrétaires généraux, les secrétaires exécutifs et les présidents en exercice des organisations intergouvernementales.

71. Il est évident que si l'on veut dissiper la confusion qui règne actuellement en ce qui concerne le rôle que les commissions économiques régionales doivent jouer, il faudra consacrer plus de temps à des pourparlers et à des négociations, tant avec les gouvernements qu'avec les institutions de l'ONU. On établira des relations et des contacts étroits avec les sièges des organismes reliés aux Nations Unies, en particulier du PNUD, en vue de créer un climat plus favorable à la coopération avec la CEA. Il importera, en particulier, de s'informer de l'opinion du PNUD au sujet des structures régionales des organes de l'ONU.

72. Les gouvernements des tats africains reconnaissent la CEA comme un agent digne de confiance, un agent capable de servir l'Afrique. La confiance et l'estime qu'ils lui portent ne se mesurent pas au degré d'intérêt et d'enthousiasme manifesté par les participants aux sessions de la Commission, mais bien au fait que les gouvernements adoptent délibérément le programme de travail de la CEA et s'engagent à prendre des dispositions concrètes en vue de l'exécution des résolutions de la Commission.